« Claude de Ganay défend le programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) »

Claude de Ganay (UMP) vient de saisir le ministre de l'Agriculture sur l'avenir du PEAD.

Alerté par les associations caritatives du Loiret sur l'avenir du programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD), Claude de Ganay vient de lancer un appel au ministre de l'Agriculture, Stéphane Le Foll à ce sujet.

Le PEAD est née d'une idée de favoriser l'écoulement des stocks d'intervention, de lutter contre le gaspillage alimentaire et de permettre de soulager les plus démunis en assurant l'autosuffisance alimentaire.

La quasi-disparition des stocks d'intervention de la PAC a provoqué une politique d'achats alimentaire sur les marchés et la remise en cause de ce programme par sept pays européens.

Grâce à un compromis Franco-Allemand, signé en novembre 2011, le PEAD avait pu être maintenu jusqu'en 2013. En l'état, le PEAD risque de disparaître dès 2014.

« C'est une disparation que nous ne pouvons tolérer ; quatre millions de Français et 18 millions d'Européens démunis bénéficient chaque année de cette aide ! » estime le député.

Le 23 novembre dernier, les chefs d'Etats européens ne sont pas parvenus à un accord sur l'aide alimentaire européenne. La discussion se poursuivra en janvier 2013.

Le député a demandé au gouvernement de s'engager et de peser de tout son poids pour que le PEAD soit maintenu. *« Une nécessité, au nom de la solidarité européenne »* a-t-il insisté.

Le pead fait beaucoup parler

Jean-Pierre Sueur, sénateur du Loiret, a interpellé le ministre des affaires européennes, après avoir été saisi par les Restaurants du Cœur du Loiret et d'autres associations œuvrant au service des personnes connaissant la pauvreté et la précarité, pour lui demander que tout soit fait par le gouvernement pour que le Programme européen d'aide aux plus démunis ne soit pas supprimé mais qu'il soit au contraire abondé. Pour lui, il serait *« inacceptable »* que la communauté européenne mette fin, dans le contexte de crise et de lourdes difficultés pour nombre de citoyens européens, à ce programme d'aide aux plus démunis.

Bernard Cazeneuve, ministre chargé des affaires européennes, lui a répondu que la commission européenne avait proposé de créer un *« fonds européen d'aide aux plus démunis » allant plus loin que le programme d'aide actuel, mais que « si une majorité d'Etats membres dont la France »* soutient cette initiative, *« certains Etats membres contestent le principe même d'un tel instrument... »*. Il ajoute : « *La France, pour sa part, défend avec détermination le maintien d'un instrument indispensable de solidarité, doté de moyens substantiels »*, comme l'a rappelé récemment le président de la République lors d'une rencontre avec les Restaurants du cœur, ainsi que lors du Conseil Européen des 22 et 23 novembre.